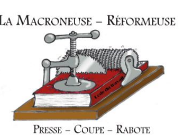


Edition du 25 février 2016 - imprimerie spéciale



Monde du travail
UNE INSUPPORTABLE REGRESSION

Il dit « on ne touchera pas aux 35 heures », mais ce gouvernement de menteurs est en train de les faire sauter. Par exemple, il veut que les « heures supplémentaires » n'aient plus de majoration, ou une majoration ridicule. Ceux qui font des heures sup' travailleront toujours autant (sinon plus) et gagneront moins*1.

Après la destruction des temps de pose, après l'augmentation infernale des cadences... le gouvernement veut maintenant laisser les patrons gérer librement notre temps de travail, sans frais supplémentaires pour eux.

Manifestement, les gens du gouvernement et leurs complices du parlement n'ont jamais travaillé à la chaîne. Ils n'ont jamais été femmes de ménage. Ils n'ont jamais été maçons. Ni magasinier. Ni conducteur routier. Ni salariés agricoles. Ni chaudronniers. Ni... tout ce que vous voudrez. Ces gens là n'ont jamais réellement travaillé. Ça se voit tout de suite.

Le « code du travail » prévoyait jusqu'à présent quelques protections. Pour les faire sauter, le gouvernement a trouvé un argument... démocratique : pourquoi, dit-il, ne pas demander directement aux principaux intéressés, aux salariés ? Pourquoi ne pas les faire voter ? Pourquoi ne pas organiser des référendums d'entreprises ? Bref, pourquoi ne pas appliquer la démocratie directe ? La « démocratie directe » est devenue l'argument du jour.

Il se trouve que nous sommes, depuis toujours, de chauds partisans de la démocratie directe. C'est un sujet que nous connaissons parfaitement, ce qui nous autorise à faire tout de suite deux remarques :

La première, c'est qu'il n'y a pas de démocratie directe sous la menace. Quant un patron ose dire « Ou vous acceptez l'augmentation du temps de travail, ou je ferme la boite », il n'y a pas démocratie, il y a dictature du pouvoir économique.

La deuxième, c'est que, si démocratie directe il y a, on ne voit pas pourquoi elle se limiterait à ce qui arrange les patrons. En effet, il y a plein de questions à poser ! On aimerait, par exemple, connaître le résultat d'un référendum d'entreprise à la question : « Les millions de bénéfice que fait Airbus chaque année doivent-ils être distribués aux actionnaires (qui ne foutent pas une rame) ou aux salariés (c'est-à-dire à ceux qui produisent les bénéfices) ? »

Si démocratie directe il y a, elle doit tout concerner : l'organisation du travail (et pas que le volume d'heures), les conditions de production (dont les conséquences écologiques...), la qualité de ce qu'on produit et son utilité sociale... en démocratie directe, les salariés doivent pouvoir décider de tout. Mais, à ce moment, à quoi donc serviraient les patrons ? La réponse est simple : à rien. Ça s'appelle l'autogestion. Et c'est la réponse qu'il faut leur opposer s'ils osent encore parler de démocratie directe pour cacher leurs sales manigances.

*1/ Nous n'abordons qu'un aspect de cette attaque massive du gouvernement contre les travailleurs. Plusieurs numéros complets d'« Un autre futur » ne suffiraient pas à en dénoncer tous les aspects.

CHIFFRE DU MOIS

Savez-vous qu'elle place la France occupe, dans l'accueil des immigrés ? Un modeste 54ème rang mondial ! Les immigrés ne constituent que 10,7 % de la population. Ils sont 6,6 millions en France. D'un autre côté, il y a 3,5 millions de français qui travaillent et vivent à l'étranger (et sont donc des immigrés dans leur pays d'accueil).

"UN AUTRE FUTUR",

un journal de la CNT-AIT de Toulouse.

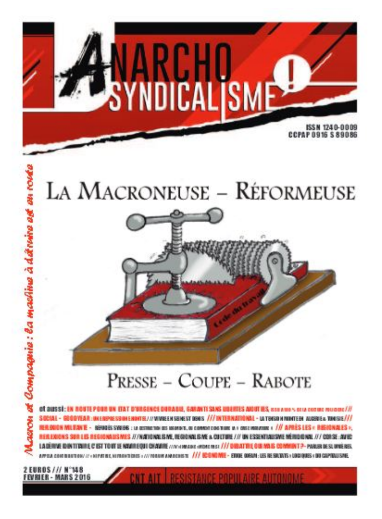
7 rue St Rémésy 31000

téléphone: 0561528648

contact@cntaittoulouse.lautre.net

www.cntaittoulouse.l'autre.net

Pour nous rencontrer, pour un problème lié à votre emploi ou pour vous tenir au courant des luttes en cours, notre local est ouvert au public pour une permanence tous les samedi de 17H00 à 19H00. Vous pouvez aussi nous trouver lors des tables de presse au marché de St Sernin le dimanche à partir de 10H30 et à l'université du Mirail devant les marches de l'arche le mercredi à partir de 12H30.



Le numéro 148 de notre journal "Anarchosyndicalisme !" (numéro de février/mars) est toujours disponible. Vous pouvez vous le procurer sur nos tables de presse. Le prochain numéro paraîtra en avril. Pour vous abonner passez ou écrivez-nous au 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse, en joignant un chèque de 10 euros.

LOGEMENTS SOCIAUX

L'AVEUX

Ça fait des mois que la CNT-AIT le martèle sur tous les tons : alors qu'il y a une grave pénurie, il est insensé de détruire des logements sociaux. Nous le disons et nous le répétons : il vaut mieux remettre des appartements en état que les détruire, c'est beaucoup plus rapide et c'est beaucoup moins cher.

Tout en continuant les destructions (en particulier celles des appartements des Izards, en bon état, comme le prouvent des photos), Franck Biasotto, le patron d' « Habitat-Toulouse » a bien été obligé d'avouer (voir La Dépêche du 16 février) que détruire un immeuble coûte la somme faramineuse d'environ 15 millions d'euros alors que rénover totalement un appartement revient à 30 ou 40 000 € seulement.

Autrement dit, avec le même budget on a le choix soit d'avoir plus de 400 appartements remis à neuf, soit... un tas de décombres ! De plus, après la destruction, il faut payer la reconstruction. Encore des millions et des millions,...

En cette période où la Mairie ne nous parle que de restrictions budgétaires et a augmenté sacrément les impôts locaux, on comprend mal cette volonté de détruire, surtout au prix que ça coûte !

AIRBUS AN EADS COMPANY

AIRBUS NANTES

MOUVEMENT DE GREVE

En quelques années, la part des bénéfices des actionnaires s'est envolée à Airbus.

Elle était de 1,1 milliards sur l'année 2012. Au premier trimestre 2015, les bénéfices s'élevaient déjà aux environs de 792 millions d'euros... Si nous n'avons pas encore tous les chiffres, on peut déjà affirmer que l'année 2015 à été bien meilleure que 2014 et que 2016 est déjà prometteuse. Les bénéfices enflent, mais pas assez d'après les profiteurs (pardon, les actionnaires). Leur seule question est « Comment gagner encore plus ? ». Et, les réponses à cette question sont terribles pour les travailleurs.

En premier lieu, pour ceux qui sont dans la sous-traitance. Il faut savoir qu'Airbus impose à ses sous-traitants de baisser leurs tarifs de 20 % (pour exactement la même production). Pour les ouvriers, ça veut dire qu'il faudra faire le même volume de production mais beaucoup plus vite et avec moins de collègues... L'année commence bien...

Ensuite, c'est sur ses salariés qu'Airbus fait porter l'effort en « rognant » partout. La nouvelle trouvaille, c'est de faire pointer, les ouvriers à l'aller et au retour, en bleu de travail, ce qui est une façon d'augmenter, de quelques minutes, le temps quotidien puisqu'on se change désormais en dehors des heures de travail.

Mais cette mesure, limite grotesque, a suffi à déclencher un mouvement de grève dans l'usine de Nantes. Un premier débrayage a eu **suite en page 3**

suite de la page précédente

lieu début février. 450 travailleurs ont dit ainsi leur ras-le-bol. Il faut espérer que ceux des usines de St Nazaire et de Toulouse sauront reprendre ce mouvement et lui donner toute l'ampleur qu'il mérite.

L'écrasement continuel des conditions de travail, ça commence vraiment à suffire !

LES PATRONS HARCELENT

témoignage

ous vivons une époque particulière toute de même. Une époque où l'on veut mettre des syndicalistes en prison pour avoir défendu simplement le droit à vivre de son travail (je pense notamment à ceux de Goodyear et d'Air France). Voici maintenant que le gouvernement « socialiste » s'attaque au code du travail, en le dynamitant au profit des actionnaires et des patrons.

Moi-même travaillant chez un des nombreux sous-traitants d'Airbus de Toulouse, j'ai déjà pu constater d'importants changements. Nous avons passé l'année 2015 à faire des heures sup'. On nous a recommandé « d'accepter librement » ces heures... sous peine (verbale mais pas voilée) de licenciement (sous un prétexte ou un autre). Sachant que je suis sur un poste très physique, que les conditions de travail sont déplorables, la fatigue devient insupportable. Car en plus des heures sup', on a droit à une pression croissante de la hiérarchie pour qu'on travaille plus vite. Et on vient de nous annoncer qu'on sera convoqué régulièrement pour qu'on s'explique si on tient pas les nouvelles cadences. C'est du harcèlement moral pur et simple. Et le code du travail n'est pas encore totalement détruit ! Qu'est-ce ça va être si la nouvelle loi passe ?

Vous aussi, vous avez quelque chose à dire ? N'hésitez pas à nous envoyer un message.

REFUGIES :
La solidarité est la seule solution

Contrairement au mensonge diffusé par l'extrême-droite et repris en boucle par les médias et les politicards, la France accueille très peu d'étrangers (voir « Les chiffres du mois »). Et, dans de nombreux cas, non seulement l'Etat ne cherche pas de solution mais en plus, il laisse volontairement pourrir la situation et il fait tout pour empêcher que les gens trouvent des solutions solidaires.

Voyez Calais : L'Etat interdit aux migrants de partir tout en les soumettant à un véritable enfer sur place ; c'est une pure folie qui nous déshonore tous.

Voyez Toulouse : « Habitat Toulouse », est un bailleur dit social, qui dépend de la mairie. Il continue à détruire des logements dans les quartiers populaires. Il s'acharne en particulier contre les familles syriennes, auto-logées dans un bâtiment abandonné des Izards. Ces familles ont, vaille que vaille, construit là un « port d'attache ». Leurs enfants sont scolarisés dans les écoles du quartier. Mais la justice, sur demande d'Habitat-Toulouse, vient de décider leur expulsion. Cerise sur le gâteau, elle les condamne à payer un loyer (540 euros mensuel), alors que ces appartements ne rapportaient strictement rien à Habitat, puisqu'ils étaient vides et promis à la démolition ! L'Etat, ses lois et sa justice ne se gênent pas pour écraser des gens déjà à terre. Cette infamie rejaillit sur nous, elle nous concerne, elle nous salit, elle parle de nous à notre place.

Alors, que dire ?

Que ferions-nous, à la place de ces familles syriennes ? Elles ont vécu des mois sous les bombes. Elles ont vu leurs maisons réduites en poussière. Elles ont eu faim, soif. Elles ont eu peur. Elles ont vu mourir, parfois sous leurs yeux, des frères, des sœurs, des enfants, des grands-parents... Que ferons-nous si un jour nous sommes à leur place ? Eh bien, nous serons bien obligés de prendre la route, comme elles, comme sont obligés de le faire tous ceux que la guerre assaille, quand ils n'en peuvent plus. Cela s'appelle le droit de se réfugier quelque part. C'est un droit humain élémentaire.

Dans le quartier des Izards la vie est dure pour la plupart, mais la solidarité existe et c'est ce qui fait tenir. C'est ce qui fait qu'on peut se respecter soi-même. Ne nous laissons pas aller à la haine de l'autre, à la peur et à la politique de

suite en page 4

suite de l'article en page 3

guerre civile que cherche à déclencher l'Etat.

A laisser faire la persécution de l'autre (souvent encore plus pauvre que nous), on s'enfonce nous-mêmes toujours plus. On perd de vue les véritables responsables.

Nous appelons les habitants des Izards et d'ailleurs à réfléchir aux façons de montrer leur solidarité avec les Réfugiés Syriens, face à cette situation gravissime. Regardons-nous et parlons-nous - c'est déjà ça de gagné contre notre faiblesse - un premier pas vers l'échange et la solidarité, assumés collectivement !

Des Toulousains solidaires et des anarchosyndicaliste de la CNT-AIT

DEBAT PUBLIC CNT-AIT :

BILAN ET PERSPECTIVES DE L'AIDE AUX FAMILLES DE REFUGIES SYRIENS DE TOULOUSE

Campagne « Du lait pour les enfants syriens réfugiés à Toulouse », défense de leur logement, initiation au français...Où en est-on du soutien aux familles de Réfugiés Syriens à Toulouse ? Comment continuer la solidarité ?

Vendredi 11 mars, 20 h 30, Salle du Cratère, 95 Grand rue St Michel



INTERNATIONAL

Toulouse fait la « une » à la télé hollandaise... mais en prend un coup !

Les « élus » rêvent d'une dimension internationale pour Toulouse. Avec l'affaire des Izards, elle est en train d'en acquérir une, c'est sûr, mais totalement lamentable !

Ainsi, la télé hollandaise vient de dépêcher une équipe de journalistes en France uniquement sur cette affaire. Sous le titre « Frankrijk: extra vluchtelingen? Non Merci » (« France : des réfugiés supplémentaires ? Non merci ») un long reportage a été diffusé et est en train de faire du bruit.

Nous vous invitons à le regarder (il y a quelques passages en français et en arabe) sur : http://nos.nl/l/2087704



lien vers le facebook de la CNT-AIT

SOLIDARITE ACTIVE

COURS DE FRANÇAIS POUR LES REFUGIES SYRIENS

A l'initiative de plusieurs toulousains qui se sont auto-organisés, des cours de français destinés aux Réfugiés Syriens ont démarré sur le quartier des Izards début février. La demande est importante et les bonnes volontés sont les bienvenues.

D'autres initiatives solidaires (associatives...) se développent également en direction des différents Réfugiés.

Pour recevoir gratuitement et sans engagement de votre part les 3 prochains numéros d'*Anarchosyndicalisme !* remplissez ce bon et retournez-le à : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.

NOM .... PRENOM ....

ADRESSE ....

.... EMAIL ....